



**BULLETIN OFFICIEL
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

n° 120 – JUILLET – SEPTEMBRE 2012

**Trimestriel
ISSN 0980-9686**

Direction de l'administration générale et de la modernisation

Sommaire

ACTES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	4
ARRETES ET DECISIONS.....	4
Arrêté du 14 juillet 2012 conférant la médaille d'honneur des affaires étrangères.....	4
Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats	5
Arrêté du 23 juillet 2012 fixant la liste des établissements scolaires étrangers auxquels est délivré le label « LabelFrancÉducation »	5
Direction générale de l'administration et de la modernisation	7
Direction des ressources humaines.....	7
Arrêté du 16 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2011 portant nomination des représentants du personnel à la commission administrative paritaire du corps des secrétaires des systèmes d'information et de communication	7
Arrêté du 17 août 2012 modifiant l'arrêté du 25 août 2010 fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1 ^{er} du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères	9
Arrêté du 27 août 2012 modifiant l'arrêté du 25 août 2010 fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1 ^{er} du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères	11
Arrêté du 20 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 25 août 2010 modifié fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1 ^{er} du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères.....	12
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire.....	15
Arrêtés relatifs aux attributions des agents consulaires	15
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Sherbrooke (Canada) en tant que délégué du Consul Général de France à Montreal	15
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Jujuy (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France à Buenos Aires.....	16
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Mendoza (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France en Argentine.....	17
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Neuquén (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France à Buenos Aires	18
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Puerto Iguazu (Argentine) en tant que déléguée du Consul Général de France à Buenos Aires	19
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Rawson (Argentine) en tant que déléguée du Consul Général de France a Buenos Aires	20
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Rio Gallegos (Argentine) en tant que déléguée du Consul Général de France à Buenos Aires	21
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Salta (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France à Buenos Aires.....	22
Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Gerone (Espagne) en tant que déléguée du Consule Générale de France à Barcelone	23

REFERENCES DES PUBLICATIONS AU JOURNAL OFFICIEL.....	24
LOIS	24
DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES.....	24
PREMIER MINISTRE.....	24
MINISTERE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	24
MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	24
BUDGET.....	24
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE	26
PERSONNES HANDICAPÉES ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION	26
MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR	26
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL	26
FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	26
MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	26
MINISTERE DES DROITS DES FEMMES	27
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE	28
AGROALIMENTAIRE	28
MINISTERE DE LA REFORME DE L'ÉTAT, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.....	28
DÉCENTRALISATION.....	29
MINISTERE DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DU TOURISME	29
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.....	29
FRANCOPHONIE.....	29
FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER.....	29
Délégations de signature	30
Direction générale de l'administration et de la modernisation	31
Direction des ressources humaines.....	31
Direction des affaires budgétaires et financières.....	32
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire.....	32
Service des Français à l'étranger	32
Assemblée des Français de l'étranger	33
Direction des affaires juridiques.....	33
Liste récapitulative de lois autorisant la ratification de traités et accords internationaux publiés au Journal officiel du 1 ^{er} juillet 2012 au 30 septembre 2012.....	33
Agence pour l'enseignement français à l'étranger	37

ACTES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

ARRETES ET DECISIONS

ARRETE DU 14 JUILLET 2012 CONFERANT LA MEDAILLE D'HONNEUR DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAEA1227604A

Le ministre des affaires étrangères,

VU le décret n°2010-1025 du 30 août 2010 relatif à la médaille d'honneur des affaires étrangères,

VU l'arrêté du 9 décembre 2011 fixant le contingent de la médaille d'honneur des affaires étrangères pour l'année 2012,

ARRÊTE

Article 1er : La médaille d'honneur des affaires étrangères est décernée aux personnes dont le nom suit :

Echelon Argent
Pietro HEZAIN

Echelon Bronze
Régine BOUTAUD
René Audas CALDERON NUNEZ DEL PRADO
Valentina DALENZ
Nicole DE LA FOYE ép. PATAT
Viviane DESBANS
Claude GOMES DE SOUZA
Alain JALINAUD
Bun KIM
Georges MILIBAND
Eliana Rosa Maria NORIEGA BUSTAMANTE
Michèle SARAGOUSSI CECIN
Françoise SARGOLOGO ép. PARTALIDIS

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères ainsi qu'au *Bulletin officiel* des décorations, médailles et récompenses de la République française.

Fait, le 14 juillet 2012

Le ministre des affaires étrangères
Laurent FABIUS

Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats

**ARRETE DU 23 JUILLET 2012 FIXANT LA LISTE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ETRANGERS AUXQUELS EST
DELIVRE LE LABEL « LABELFRANCÉDUCATION »**

NOR : MAEM1230225A

Le ministre des Affaires étrangères,

Vu le décret n°2012-40 du 12 janvier 2012 portant création du label « LabelFrancÉducation », notamment son article 6 ;

Après consultation de la commission consultative instituée par l'article 4 du décret du 12 janvier 2012 précité,

Arrête :

Article 1^{er}

Le label « LabelFrancÉducation » est délivré aux établissements scolaires étrangers dont la liste figure en annexe.

Article 2

Le directeur général de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des Affaires étrangères et la directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait le 23 juillet 2012.

Laurent FABIUS

Annexe 1 :

Liste des établissements labellisés lors de la 2^{ème} campagne (commission consultative du 28 juin 2012):

Australie : Killarney Heights Public School, Sydney, classes élémentaires ;

Chili : Collège La Girouette, Santiago du Chili, classes élémentaires ;

Etats-Unis : 7 établissements du «French Dual immersion programme » de l'Utah pour leurs classes élémentaires :

- Diamond Ridge Elementary School, Salt Lake City,
- Edgemont Elementary School, Provo,
- Oak Hollow Elementary School, Draper,
- Butler Elementary School, Salt Lake City,
- Morningside Elementary School, Salt Lake City,
- Trailside Elementary School, Park City,
- Fox Hollow Elementary School, West Jordan.

Annexe 2 :

Liste récapitulative des 17 établissements labellisés à ce jour:

Pays	Nom de l'établissement	Ville	Classes concernées (Equivalent français)
Australie	Killarney Heights Public School	Sydney	Classes élémentaires
Chili	Collège La Girouette	Santiago du Chili	Classes élémentaires
Etats-Unis d'Amérique	Diamond Ridge Elementary School	Salt Lake City	Classes élémentaires
	Edgemont Elementary School	Provo	Classes élémentaires
	Oak Hollow Elementary School	Draper	Classes élémentaires
	Butler Elementary School	Salt Lake City	Classes élémentaires
	Morningside Elementary School	Salt Lake City	Classes élémentaires
	Trailside Elementary School	Park City	Classes élémentaires
	Fox Hollow Elementary School	West Jordan	Classes élémentaires
	PS 58 The Carroll School	New York	Classes élémentaires
PS 84 The Lillian Weber School	New York	Classes élémentaires	
Finlande	Ecole Aleksanteri	Tampere	Classes élémentaires et collège
Nouvelle-Zélande	Richmond Road School	Auckland	Classes élémentaires
République tchèque	Lycée Matyas Lerch	Brno	Classes de la 4 ^{ème} à la terminale
	Lycée slave	Olomouc	Classes de la 4 ^{ème} à la terminale
	Lycée Jan Neruda	Prague	Classes de la 4 ^{ème} à la terminale
	Lycée Pierre de Coubertin	Tabor	Classes de la 4 ^{ème} à la terminale

Direction générale de l'administration et de la modernisation

Direction des ressources humaines

ARRETE DU 16 AOUT 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 23 DECEMBRE 2011 PORTANT NOMINATION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL A LA COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DU CORPS DES SECRETAIRES DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

NOR : MAEA1232486A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 69-222 du 6 mars 1969 modifié relatif au statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2007 modifié instituant des commissions administratives paritaires au ministère des affaires étrangères et européennes ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 portant nomination des représentants du personnel à la commission administrative paritaire du corps des secrétaires des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2012 plaçant M. Yves COURANT en disponibilité à compter du 16 août 2012,

Arrête

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté du 23 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié pour ce qui concerne le grade de secrétaire des systèmes d'information et de communication de 1^{ère} classe :

« Secrétaires des systèmes d'information et de communication hors classe :

Titulaires :

- M. Joseph COLENO (CGT/MAE)
- M. Rémi DOYEN (CFDT-MAE)

Suppléants :

- Mme Nathaly DURIN (CGT/MAE)
- M. Jean-Pierre CLERGET (CFDT-MAE). »

Article 2

La directrice générale de l'administration et de la modernisation est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 16 août 2012

Pour le ministre des affaires étrangères

et par délégation

Le sous-directeur de la politique

des ressources humaines

B. ROQUEFEUIL

ARRETE DU 17 AOUT 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 25 AOUT 2010 FIXANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL INSTITUTE PAR L'ARTICLE 1^{ER} DU DECRET N° 2006-32 DU 11 JANVIER 2006 RELATIF AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAE1232137A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2010 déterminant les organisations syndicales aptes à désigner les représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères et fixant la répartition des sièges entre ces organisations ;

Vu l'arrêté du 25 août 2010 modifié fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1^{er} du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères,

Vu la correspondance du syndicat CFDT-MAE en date du 30 juillet 2012 ;

Vu la correspondance de l'ASAM-UNSA/UNSA Education en date 16 août 2012,

Arrête :

Article 1^{er}

L'article 2 de l'arrêté du 25 août 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont nommés en qualité de représentants du personnel au sein du comité technique ministériel :

Au titre du syndicat CFDT du ministère des affaires étrangères (CFDT-MAE)

Titulaires :

M. Thibaut PENDUFF

M. Nicolas FRELOT

M. Jean-Luc LAVAUD

Mme Eufrozina BAÏTAN

M. Olivier GUYONNEAU

M. Thierry DUBOC

M. Olivier ESPOSITO

Mme Raphaëlle LIJOUR

M. Jacques SZALAY

Suppléants :

M. Olivier DA SILVA

M. Patrice SERVANTIE

Mme Nadine MONCHAU

Mme Sophia GRAY

Mme Anne COLOMB

Mme Virginie LIANG

Mme Christine ROBERT

Mme Denise DARIOSECQ

M. Arnaud LE MASSON

Au titre de l'Association syndicale des agents du ministère des affaires étrangères –

Union nationale des syndicats autonomes / Union nationale des syndicats autonomes-Education (ASAM-UNSA / UNSA-Education)

Titulaires :

M. Franck VERMEULEN

Mme Ghislaine MICHALLAT

Mme Violaine BILLETTE de VILLEMEUR

Mme Françoise LAOULI

Suppléants :

M. Olivier CHATELAIS

M. Boris FAURE

Mme Christiane GROS

M. Ludovic BORG-OLIVIER

Article 2

La directrice générale de l'administration et de la modernisation est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait le 17 août 2012

Pour le ministre des affaires étrangères
et par délégation

Le sous-directeur de la politique
des ressources humaines

B. ROQUEFEUIL

ARRETE DU 27 AOUT 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 25 AOUT 2010 FIXANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL INSTITUTE PAR L'ARTICLE 1^{ER} DU DECRET N° 2006-32 DU 11 JANVIER 2006 RELATIF AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAEA1232986A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2010 déterminant les organisations syndicales aptes à désigner les représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères et fixant la répartition des sièges entre ces organisations ;

Vu l'arrêté du 25 août 2010 modifié fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1^{er} du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères,

Arrête :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté du 25 août 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«Sont nommés en qualité de représentants de l'administration au sein du comité technique ministériel :

M. Yves SAINT-GEOURS, directeur général de l'administration et de la modernisation ;

M. Jean-Claude POIMBŒUF, directeur des ressources humaines».

Article 2

Le directeur général de l'administration et de la modernisation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 27 août 2012

Pour le ministre des affaires étrangères
et par délégation
Le directeur des ressources humaines
Jean-Claude POIMBŒUF

ARRETE DU 20 SEPTEMBRE 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 25 AOUT 2010 MODIFIE FIXANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL INSTITUE PAR L'ARTICLE 1^{ER} DU DECRET N° 2006-32 DU 11 JANVIER 2006 RELATIF AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAEA 1234634A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2010 déterminant les organisations syndicales aptes à désigner les représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères et fixant la répartition des sièges entre ces organisations ;

Vu l'arrêté du 25 août 2010 modifié fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1^{er} du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères ;

Vu la correspondance du syndicat CFTC-FAE-MAEE en date du 5 septembre 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat CFDT-MAE en date du 14 septembre 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat FO-MAE en date du 17 septembre 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat FSU en date du 17 septembre 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat ASAM-UNSA/UNSA Éducation en date du 17 septembre 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat USASCC en date du 17 septembre 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat CGT/MAE en date du 17 septembre 2012,

Arrête :

Article 1^{er}

L'article 2 de l'arrêté du 25 août 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont nommés en qualité de représentants du personnel au sein du comité technique ministériel :

Au titre du syndicat national CFTC des agents du ministère des affaires étrangères et européennes (CFTC-FAE-MAEE)

Titulaire :
M. Emmanuel COCHER

Suppléant :
M. Christophe MORIN

Au titre du syndicat CFDT du ministère des affaires étrangères (CFDT-MAE)

Titulaires :

M. Thierry DUBOC
M. Olivier DA SILVA
M. Bruno de COURREGES
Mme Eufrozina BAITAN
M. Jean-Luc LAVAUD
M. Nicolas FRELOT
Mme Raphaëlle LIJOUR
Mme Karène ELALOUF
Mme Nadine MONCHAU

Suppléants :

M. Jacques SZALAY
Mme Christine ROBERT
M. Bertrand CAILLAUD
Mme Anne COLOMB
M. Jean-Louis DURIS
Mme Sophia GRAY
Mme Nathalie BERTHY
Mme Virginie LIANG
Mme Denise DARIOSECQ

Au titre du syndicat Force ouvrière du personnel du ministère des affaires étrangères (FO-MAE)

Titulaire :

M. Gilles MONTAGNIER

Suppléant :

M. Henri ARNAUDET

Au titre de la Fédération syndicale unitaire (FSU)

Titulaire :

M. Fouad BOUOUDEN

Suppléant :

M. Laurent SERRA

Au titre de l'Association syndicale des agents du ministère des affaires étrangères –
Union nationale des syndicats autonomes / Union nationale des syndicats autonomes-Éducation (ASAM-
UNSA / UNSA-Éducation)

Titulaires :

M. Franck VERMEULEN
Mme Ilde GORGUET
Mme Isabelle MOUBINGUI-SEGAUD
Mme Ghislaine MICHALLAT

Suppléantes :

Mme Christiane GROS
Mme Aurélie DE POORTERE
Mme Elisabeth SROUSSI
Mme Valérie ROUBY

Au titre de l'Union syndicale des agents des corps de chancellerie des affaires étrangères (USASCC)

Titulaire :

M. Serge DRAHMANI

Suppléante :

Mme Raphaélina GRAS

Au titre du syndicat CGT du ministère des affaires étrangères (CGT/MAE)

Titulaires :

Mme Françoise TNINA
M. Riad HAMROUCHI
M. Daniel VAZEILLE

Suppléants :

Mme Annick BOUJOT
M. Yannick GUIDOUX
Mme Gloria GIOL JERIBI

Article 3

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 2 octobre 2012.

Article 4

Le directeur général de l'administration et de la modernisation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait le 20 septembre 2012

Pour le ministre et par délégation,
Le directeur général de l'administration
et de la modernisation
Y. SAINT-GEOURS

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

Arrêtés relatifs aux attributions des agents consulaires

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Sherbrooke (Canada) en tant que délégué du Consul Général de France à Montreal

NOR : MAEF1229705A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. François GITZHOFER, Consul honoraire de France à SHERBROOKE, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. François GITZHOFER à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consul honoraire de France à SHERBROOKE.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :

La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Jujuy (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France à Buenos Aires

NOR : MAEF1229815A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Rémy RASSE, Consul honoraire de France à JUJUY, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Rémy RASSE à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consul honoraire de France à JUJUY.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Mendoza (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France en Argentine

NOR : MAEF1229816A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Philippe ROLET, Consul honoraire de France à MENDOZA, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Philippe ROLET à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consul honoraire de France à MENDOZA.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Neuquén (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France à Buenos Aires

NOR : MAEF1229847A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Jérôme SASSIAT, Consul honoraire de France à NEUQUÉN, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Jérôme SASSIAT à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consul honoraire de France à NEUQUÉN.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Puerto Iguazu (Argentine) en tant que déléguée du Consul Général de France à Buenos Aires

NOR : MAEF1229855A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Ana Maria Pilar PAZOS, Consule honoraire de France à PUERTO IGUAZU, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Ana Maria Pilar PAZOS à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consule honoraire de France à PUERTO IGUAZU.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :

La chef du service des Français à l'étranger,

Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Rawson (Argentine) en tant que déléguée du Consul Général de France à Buenos Aires

NOR : MAEF1229854A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Adriana Granny KEIRAN, Consule honoraire de France à RAWSON, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Adriana Granny KEIRAN à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consule honoraire de France à RAWSON.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Rio Gallegos (Argentine) en tant que déléguée du Consul Général de France à Buenos Aires

NOR : MAEF1229860A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Claudie THEVENOT, Consule honoraire de France à RIO GALLEGOS, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Claudie THEVENOT à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consule honoraire de France à RIO GALLEGOS.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Salta (Argentine) en tant que délégué du Consul Général de France à Buenos Aires

NOR : MAEF1229863A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Jean Emmanuel LAXAGUE, Consul honoraire de France à SALTA, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Jean Emmanuel LAXAGUE à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consul honoraire de France à SALTA.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Arrêté du 20 juillet 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Gerone (Espagne) en tant que déléguée du Consule Générale de France à Barcelone

NOR : MAEF1228991A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Elisabeth SERRA-CAUCHETIEZ, Consule honoraire de France à GERONE, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Elisabeth SERRA-CAUCHETIEZ à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de Consule honoraire de France à GERONE.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 20 juillet 2012

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation :
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

REFERENCES DES PUBLICATIONS AU JOURNAL OFFICIEL

LOIS

Loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel (*JO* du 7 août 2012).

Loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificatives pour 2012 (*JO* du 17 août 2012).

DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Décret n° 2012-1025 du 6 septembre 2012 relatif à la publication des instructions et circulaires (*JO* du 7 septembre 2012).

Circulaire du 4 septembre 2012 relative à la prise en compte du handicap dans les projets de loi (*JO* du 5 septembre 2012).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté du 25 juin 2012 fixant la liste des écoles et des établissements d'enseignement français à l'étranger (*JO* du 7 juillet 2012).

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Décret n° 2012-985 du 23 août 2012 substituant la dénomination « agent judiciaire de l'Etat » à la dénomination « agent judiciaire du Trésor » (*JO* du 24 août 2012).

Arrêté du 27 août 2012 portant détermination du dividende à verser à l'Etat par l'Agence française de développement (*JO* du 22 septembre 2012).

BUDGET

Rapport relatif au décret n° 2012-949 du 1^{er} août 2012 portant transfert de crédits (*JO* du 4 août 2012).

Décret n° 2012-949 du 1^{er} août 2012 portant transfert de crédits (*JO* du 4 août 2012).

Décret n° 2012-959 du 16 août 2012 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificatives pour 2012 (*JO* du 17 août 2012).

Arrêté du 3 juillet 2012 portant nomination des trésoriers auprès des ambassades de France à l'étranger en qualité d'agent comptable d'établissement à autonomie financière (JO du 24 juillet 2012).

Arrêté du 5 juillet 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (JO du 11 juillet 2012).

Arrêté du 5 juillet 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (JO du 11 juillet 2012).

Arrêté du 24 juillet 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (JO du 29 juillet 2012).

Arrêté du 2 août 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (JO du 5 août 2012).

Arrêté du 2 août 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (JO du 5 août 2012).

Arrêté du 2 août 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (rectificatif) (JO du 18 août 2012).

Arrêté du 8 août 2012 portant règlement de comptabilité pour la désignation d'un ordonnateur secondaire délégué en Serbie (JO du 22 août 2012).

Arrêté du 24 août 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (JO du 29 août 2012).

Arrêté du 24 août 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (JO du 29 août 2012).

Arrêté du 29 août 2012 portant approbation du plan comptable applicable aux établissements ou organismes de diffusion culturelle dépendant du ministère des affaires étrangères (JO du 29 septembre 2012).

Arrêté du 5 septembre 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (JO du 7 septembre 2012).

Arrêté du 5 septembre 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (JO du 7 septembre 2012).

Arrêté du 11 septembre 2012 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (JO du 13 septembre 2012).

Arrêté du 26 septembre 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (JO du 30 septembre 2012).

Arrêté du 26 septembre 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (*JO* du 30 septembre 2012).

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ

PERSONNES HANDICAPÉES ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Décret n° 2012-892 du 19 juillet 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion (*JO* du 20 juillet 2012).

MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Décret n° 2012-852 du 5 juillet 2012 relatif aux attributions du ministre du commerce extérieur (*JO* du 6 juillet 2012).

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Décret n° 2012-877 du 16 juillet 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage (*JO* du 17 juillet 2012).

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Arrêté du 25 juin 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 4 juillet 2012).

Arrêté du 2 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 7 juillet 2012).

Arrêté du 2 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 12 juillet 2012).

Arrêté du 2 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 12 juillet 2012).

Arrêté du 16 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 25 juillet 2012).

Arrêté du 17 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 27 juillet 2012).

Arrêté du 17 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 27 juillet 2012).

Arrêté du 17 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 27 juillet 2012).

Arrêté du 25 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 29 juillet 2012).

Arrêté du 25 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 29 juillet 2012).

Arrêté du 25 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 29 juillet 2012).

Arrêté du 25 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 29 juillet 2012).

Arrêté du 25 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 29 juillet 2012).

Arrêté du 25 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 3 août 2012).

Arrêté du 27 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 1^{er} août 2012).

Arrêté du 27 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 1^{er} août 2012).

Arrêté du 27 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 2 août 2012).

Arrêté du 27 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 2 août 2012).

Arrêté du 27 juillet 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 7 août 2012).

Arrêté du 16 août 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 23 août 2012).

Arrêté du 16 août 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 23 août 2012).

Arrêté du 16 août 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 23 août 2012).

Arrêté du 16 août 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 23 août 2012).

Arrêté du 16 août 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 23 août 2012).

Arrêté du 16 août 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 25 août 2012).

Arrêté du 22 août 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 29 août 2012).

MINISTÈRE DES DROITS DES FEMMES

Décret n° 2012-1097 du 28 septembre 2012 relatif au comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (*JO* du 30 septembre 2012).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE

AGROALIMENTAIRE

Décret n° 2012-893 du 19 juillet 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire (*JO* du 20 juillet 2012).

MINISTÈRE DE LA REFORME DE L'ÉTAT, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Décret n° 2012-853 du 5 juillet 2012 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique et attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics de santé (*JO* du 6 juillet 2012).

Décret n° 2012-920 du 27 juillet 2012 relatif à l'introduction d'une aide au maintien à domicile pour les retraités de l'Etat (*JO* du 28 juillet 2012).

Décret n° 2012-1055 du 14 septembre 2012 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « SI paye » relatif à la paye des agents rémunérés par l'Etat (*JO* du 16 septembre 2012).

Décret n° 2012-1060 du 18 septembre 2012 portant application de l'article 126 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (*JO* du 19 septembre 2012).

Décret n° 2012-1061 du 18 septembre 2012 modifiant les règles applicables en matière de congé parental pour les fonctionnaires et les agents non titulaires des trois fonctions publiques (*JO* du 19 septembre 2012).

Décret n° 2012-1098 du 28 septembre 2012 portant statut particulier du corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'Etat (*JO* du 30 septembre 2012).

Décret n° 2012-1099 du 28 septembre 2012 portant statut particulier du corps interministériel des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (*JO* du 30 septembre 2012).

Décret n° 2012-1100 du 28 septembre 2012 relatif à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat (*JO* du 30 septembre 2012).

Arrêté du 27 juillet 2012 relatif au barème de l'aide au maintien à domicile pour les retraités de l'Etat (*JO* du 28 juillet 2012).

DÉCENTRALISATION

Décret n° 2012-890 du 18 juillet 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation (*JO* du 19 juillet 2012).

MINISTÈRE DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DU TOURISME

Décret n° 2012-854 du 5 juillet 2012 relatif aux attributions du ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme (*JO* du 6 juillet 2012).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrêté du 31 juillet 2012 relatif à la création et au fonctionnement du comité ministériel des achats (*JO* du 9 août 2012).

Arrêté du 3 septembre 2012 portant création du comité ministériel d'audit interne, de la mission ministérielle d'audit interne et du comité de maîtrise des risques au sein du ministère des affaires étrangères (*JO* du 19 septembre 2012).

FRANCOPHONIE

Décret n° 2012-897 du 20 juillet 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie (*JO* du 21 juillet 2012).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Décret n° 2012-898 du 20 juillet 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger (*JO* du 21 juillet 2012).

Décret n° 2012-922 du 27 juillet 2012 modifiant le décret n° 2012-188 du 7 février 2012 relatif à la tenue de listes électorales consulaires et à l'organisation d'opérations de vote hors de France (*JO* du 29 juillet 2012).

Délégations de signature

Décret du 13 septembre 2012 portant délégation de signature (hôtel du ministre) (*JO* du 15 septembre 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 portant délégation de signature (cabinet) (*JO* du 7 juillet 2012).

Arrêté du 29 juin 2012 modifiant l'arrêté du 9 janvier 2012 portant délégation de signature (direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats) (*JO* du 4 juillet 2012).

Arrêté du 6 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 31 août 2010 portant délégation de signature (direction des affaires juridiques) (*JO* du 11 juillet 2012).

Arrêté du 12 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 22 septembre 2011 portant délégation de signature (direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire) (*JO* du 14 juillet 2012).

Arrêté du 26 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2011 modifié portant délégation de signature (direction générale de l'administration et de la modernisation) (*JO* du 29 juillet 2012).

Arrêté du 6 août 2012 portant délégation de signature (direction de la communication et du porte-parolat) (*JO* du 8 août 2012).

Arrêté du 17 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 8 septembre 2011 portant délégation de signature (secrétariat général) (*JO* du 10 août 2012).

Arrêté du 27 août 2012 portant délégation de signature (direction générale de l'administration et de la modernisation) (*JO* du 29 août 2012).

Arrêté du 23 août 2012 portant délégation de signature (secrétariat général) (*JO* du 30 août 2012).

Arrêté du 3 septembre 2012 portant délégation de signature (direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats) (*JO* du 5 septembre 2012).

Arrêté du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 6 août 2012 portant délégation de signature (direction de la communication et du porte-parolat) (*JO* du 12 septembre 2012).

Arrêté du 11 septembre 2012 portant délégation de signature (centre de crise) (*JO* du 15 septembre 2012).

Arrêté du 11 septembre 2012 portant délégation de signature (direction de l'Union européenne) (*JO* du 15 septembre 2012).

Arrêté du 13 septembre 2012 portant délégation de signature (direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement) (*JO* du 16 septembre 2012).

Arrêté du 13 septembre 2012 portant délégation de signature (protocole) (*JO* du 16 septembre 2012).

Arrêté du 13 septembre 2012 portant délégation de signature (direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'homme et de la francophonie) (*JO* du 19 septembre 2012).

Arrêté du 14 septembre 2012 portant délégation de signature (direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire) (*JO* du 19 septembre 2012).

Arrêté du 20 septembre 2012 portant délégation de signature (direction de la coopération de sécurité et de défense) (*JO* du 26 septembre 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 portant délégation de signature (cabinet du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes) (*JO* du 25 juillet 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 portant délégation de signature (cabinet de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie) (*JO* du 4 août 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 portant délégation de signature (cabinet de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger) (*JO* du 11 juillet 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 portant délégation de signature (cabinet du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement) (*JO* du 5 juillet 2012).

Direction générale de l'administration et de la modernisation

Arrêté du 6 août 2012 modifiant l'arrêté du 16 mars 2009 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères et européennes (*JO* du 1er septembre 2012).

Direction des ressources humaines

Arrêté du 21 juin 2012 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2008 définissant les vocations des secrétaires des affaires étrangères principaux et des secrétaires des affaires étrangères (cadre général, cadre d'Orient et cadre d'administration) aux emplois diplomatiques et consulaires (*JO* du 3 juillet 2012).

Arrêté du 1^{er} août 2012 fixant le contingent d'emplois offerts pour l'année 2013 aux officiers et sous-officiers de carrière candidats à des emplois civils relevant du ministère des affaires étrangères (*JO* du 4 septembre 2012).

Arrêté du 29 août 2012 portant classement des postes d'expert international par groupes et indemnités de résidence à l'étranger (*JO* du 12 septembre 2012).

Arrêté du 13 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 23 mars 2012 autorisant au titre de l'année 2013 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire de chancellerie de classe exceptionnelle (*JO* du 20 septembre 2012).

Décision du 12 juin 2012 fixant la répartition des emplois du réseau culturel et de coopération (*JO* du 25 juillet 2012).

Direction des affaires budgétaires et financières

Arrêté du 25 juin 2012 relatif à des régies d'avances et de recettes aux Etats-Unis (*JO* du 3 juillet 2012).

Arrêté du 28 juin 2012 portant classement des postes d'expert technique international par groupes et indemnités de résidence à l'étranger (*JO* du 11 juillet 2012).

Arrêté du 5 juillet 2012 relatif aux régies de recettes et régies d'avances auprès de certains établissements culturels au Maroc (*JO* du 17 juillet 2012).

Arrêté du 5 juillet 2012 portant modification de l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux régies de recettes et régies d'avances auprès de certains établissements culturels en Algérie (*JO* du 17 juillet 2012).

Arrêté du 10 juillet 2012 portant modification de l'arrêté du 6 décembre 2000 portant institution de régies de recettes et de régies d'avances auprès des établissements culturels français en Turquie (*JO* du 17 juillet 2012).

Arrêté du 17 juillet 2012 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de l'Institut français de Grèce (*JO* du 26 juillet 2012).

Arrêté du 27 août 2012 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2006 pris pour l'application des articles 3, 6 et 7 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et portant politique des voyages des personnels civils du ministère des affaires étrangères (*JO* du 13 septembre 2012).

Arrêté du 19 septembre 2012 fixant par pays et par groupe les taux de l'indemnité d'expatriation et de l'indemnité de résidence à l'étranger (*JO* du 27 septembre 2012).

Arrêté du 17 septembre 2012 portant modification de l'arrêté du 6 octobre 2006 pris pour l'application de l'article 7 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et portant politique des voyages des personnels civils du ministère des affaires étrangères (*JO* du 29 septembre 2012).

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

Service des Français à l'étranger

Arrêté du 9 juillet 2012 portant habilitation des consuls honoraires en vue de la remise des passeports à leur titulaire (*JO* du 17 juillet 2012).

Arrêté du 13 juillet 2012 relatif aux compétences du consul général de France à Ekaterinbourg et du consul général de France à Moscou (*JO* du 24 juillet 2012).

Arrêté du 16 juillet 2012 portant habilitation d'un organisme autorisé et habilité pour l'adoption (*JO* du 25 juillet 2012).

Arrêté du 16 juillet 2012 portant habilitation d'un organisme autorisé et habilité pour l'adoption (*JO* du 25 juillet 2012).

Arrêté du 26 juillet 2012 fixant la liste des pays ou des zones géographiques pour lesquels la compétence territoriale en matière de visas s'exerce en tout ou partie en dehors du cadre de la circonscription consulaire (*JO* du 4 août 2012).

Assemblée des Français de l'étranger

Arrêté du 28 juin 2012 portant convocation de l'assemblée plénière, du bureau, des commissions permanentes et des commissions temporaires de l'Assemblée des Français de l'étranger (*JO* du 23 août 2012).

Arrêté du 18 septembre 2012 portant convocation du bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger (*JO* du 29 septembre 2012).

Direction des affaires juridiques

Liste récapitulative de lois autorisant la ratification de traités et accords internationaux publiés au Journal officiel du 1^{er} juillet 2012 au 30 septembre 2012.

Loi n° 2012-916 du 27 juillet 2012 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'interprétation de la convention relative au service militaire des double-nationaux du 16 novembre 1995 et mettant fin au dispositif mis en place par l'accord sous forme d'échange de notes des 28-29 décembre 1999 (*JO* du 28 juillet 2012).

Loi n° 2012-917 du 27 juillet 2012 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité (*JO* du 28 juillet 2012).

Loi n° 2012-918 du 27 juillet 2012 autorisant l'approbation du protocole d'amendement et d'adhésion de la Principauté d'Andorre au traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales (*JO* du 28 juillet 2012).

Loi n° 2012-919 du 27 juillet 2012 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de l'élimination des situations d'urgence (*JO* du 28 juillet 2012).

Loi n° 2012-919 du 27 juillet 2012 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de l'élimination des situations d'urgence (rectificatif) (*JO* du 1^{er} août 2012).

Loi n° 2012-946 du 2 août 2012 autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord relatif aux rapports intellectuels et artistiques du 19 décembre 1938 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique (*JO* du 4 août 2012).

Loi n° 2012-947 du 2 août 2012 autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République française et la République islamique d'Afghanistan (*JO* du 4 août 2012).

Liste récapitulative des traités et accords internationaux publiés au *Journal officiel* de la République française du 1^{er} juillet 2012 au 30 septembre 2012.

Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine : convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, signée à Oviedo le 4 avril 1997 (Décret n° 2012-855 du 5 juillet 2012) (*JO* du 7 juillet 2012).

Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco modifiant les règles de partage des recouvrements de taxes sur le chiffre d'affaires, fixées par l'échange de lettres annexé à la convention fiscale franco-monégasque du 18 mai 1963 et modifiées par l'échange de lettres du 6 août 1971 et par l'avenant du 26 mai 2003, signées à Paris et à Monaco le 26 février 2010 (Décret n° 2012-856 du 5 juillet 2012) (*JO* du 7 juillet 2012).

Décision CM-I-10-2.3.2-1-1 du 8 juin 2010 relative à l'adoption d'amendements à l'article 3.12 du règlement de police pour la navigation de la Moselle (RPNM) (ensemble douze annexes) adopté le 24 mai 1995, tel que modifié par la décision de la commission de la Moselle CM/2008-I-6 du 19 juin 2008 (ensemble une annexe) (Décret n° 2012-857 du 5 juillet 2012) (*JO* du 7 juillet 2012).

Amendements à la constitution et à la convention de l'Union internationale des télécommunications (amendements, déclarations et réserves), adoptés à Guadalajara le 22 octobre 2010 (Décret n° 2012-858 du 5 juillet 2012) (*JO* du 7 juillet 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé relatif au financement de postes d'experts techniques auprès de l'OMS, signé à Genève le 9 décembre 2010 (Décret n° 2012-859 du 5 juillet 2012) (*JO* du 7 juillet 2012).

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relative à l'approvisionnement de la Principauté de Monaco en électricité, signée à Monaco le 25 juin 2009 (Décret n° 2012-861 du 5 juillet 2012) (*JO* du 8 juillet 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, signé à Paris le 29 mars 2010 (Décret n° 2012-862 du 5 juillet 2012) (*JO* du 8 juillet 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis relatif à la formation en France de médecins spécialistes émiriens, signé à Paris le 20 octobre 2011 (Décret n° 2012-863 du 5 juillet 2012) (*JO* du 8 juillet 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Programme alimentaire mondial des Nations unies pour la prestation de services du Réseau des entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations unies (ensemble trois annexes), signé à Rome le 5 janvier 2012 (Décret n° 2012-864 du 5 juillet 2012) (*JO* du 8 juillet 2012).

Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991 (Décret n° 2012-865 du 5 juillet 2012) (*JO* du 10 juillet 2012).

Décision CM-II-10-2.2 du 3 décembre 2010 relative à l'adoption d'amendements à l'annexe 7, section I, signal C.4, du règlement de police pour la navigation de la Moselle (RPNM) (ensemble douze annexes) adopté le 24 mai 1995, tel que modifié par la décision de la Commission de la Moselle CM/2008-I-6 du 19 juin 2008 (ensemble une annexe) (Décret n° 2012-866 du 6 juillet 2012) (*JO* du 10 juillet 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à l'échange et la protection réciproque des informations classifiées (ensemble une annexe), signé à Nicosie le 22 janvier 2012 (Décret n° 2012-867 du 6 juillet 2012) (*JO* du 10 juillet 2012).

Avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les successions et sur la fortune, signé à Paris le 18 février 2011 (Décret n° 2012-868 du 6 juillet 2012) (*JO* du 10 juillet 2012).

Protocole d'amendement à la convention du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, signé à Paris le 27 mai 2012 (Décret n° 2012-930 du 1^{er} août 2012) (*JO* du 3 août 2012).

Accord sur les privilèges et immunités du Tribunal international du droit de la mer (ensemble une déclaration française), adopté à New York le 23 mai 1997 (Décret n° 2012-950 du 2 août 2012) (*JO* du 5 août 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun instituant un partenariat de défense (ensemble une annexe), signé à Yaoundé le 21 mai 2009 (Décret n° 2012-989 du 23 août 2012) (*JO* du 25 août 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour la mise en œuvre du dispositif Cyclamen dans le terminal français du tunnel sous la Manche situé à Coquelles, signé à Londres le 10 mai 2012 (Décret n° 2012-990 du 23 août 2012) (*JO* du 25 août 2012).

Protocole additionnel à l'accord de coopération culturelle, technique et scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama, signé à Panama le 15 juin 2012 (Décret n° 2012-991 du 23 août 2012) (*JO* du 25 août 2012).

Protocole sur les privilèges et immunités de l'Autorité internationale des fonds marins (ensemble une réserve française), adopté à Kingston le 27 mars 1998 (Décret n° 2012-996 du 24 août 2012) (*JO* du 26 août 2012).

Amendement sous forme d'échange de lettres à l'accord du 21 octobre 1998 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour relatif à la coopération de défense et au statut de leurs forces, signées à Singapour le 22 septembre et le 10 octobre 2011 (Décret n° 2012-997 du 24 août 2012) (*JO* du 26 août 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne relatif à la coproduction cinématographique (ensemble une annexe), signé à Paris le 5 mars 2012 (Décret n° 2012-1014 du 3 septembre 2012) (*JO* du 5 septembre 2012).

Accord-cadre de coopération entre le Gouvernement de la République française et l'ONU (ONU Femmes) (ensemble deux annexes), signé à Paris le 24 mai 2012 (Décret n° 2012-1020 du 4 septembre 2012) (*JO* du 6 septembre 2012).

Traité entre le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, le Royaume des Pays-Bas et la République portugaise portant création de la force de gendarmerie européenne EUROGENDFOR, signé à Velsen le 18 octobre 2007 (Décret n° 2012-1021 du 4 septembre 2012) (*JO* du 6 septembre 2012).

Protocole n° 5 de la résolution 2010-II-5 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, adoptée les 8 et 9 décembre 2010, relatif à la reconnaissance des certificats de conduite polonais (annexe D5 du règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin) (Décret n° 2012-1022 du 4 septembre 2012) (*JO* du 6 septembre 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, au titre des Antilles néerlandaises, relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale, signé à La Haye le 10 septembre 2010 (Décret n° 2012-1026 du 4 septembre 2012) (*JO* du 7 septembre 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la Brigade franco-allemande (ensemble cinq annexes), signé à Illkirch-Graffenstaden le 10 décembre 2012 (Décret n° 2012-1027 du 4 septembre 2012) (*JO* du 7 septembre 2012).

Protocole n° 16 de la résolution 2011-II-16 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, adoptée le 30 novembre 2011, relatif à la reconnaissance du certificat de conduite bulgare (annexe D5 du règlement relatif au personnel de la navigation du Rhin) (Décret n° 2012-1028 du 4 septembre 2012) (*JO* du 7 septembre 2012).

Liste officielle des mesures de conservation en vigueur, saison 2011-2012 (adoptée lors de la trentième réunion de la commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, du 24 octobre au 4 novembre 2011), conformément à l'article IX de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, signée à Canberra le 20 mai 1980 (1) La résolution annexée au présent décret fait l'objet d'une publication spéciale annexée au Journal officiel de ce jour (Décret n° 2012-1040 du 11 septembre 2012) (*JO* du 13 septembre 2012).

Liste officielle des mesures de conservation en vigueur, saison 2011-2012 (adoptée lors de la trentième réunion de la commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, du 24

octobre au 4 novembre 2011), conformément à l'article IX de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, signée à Canberra le 20 mai 1980. Annexe au décret n° 2012-1040 du 11 septembre 2012 (*JO* du 13 septembre 2012).

Accord international de 2006 sur les bois tropicaux (ensemble deux annexes), adopté à Genève le 27 janvier 2006 (Décret n° 2012-1049 du 13 septembre 2012) (*JO* du 15 septembre 2012).

Accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie (ensemble une annexe), signé à Bruxelles le 19 mai 2011 (Décret n° 2012-1076 du 24 septembre 2012) (*JO* du 26 septembre 2012).

Accord relatif à la consolidation du projet de valorisation du français en Asie du Sud-Est (VALOFRASE), signé à Hanoï le 10 janvier 2012 (Décret n° 2012-1077 du 24 septembre 2012) (*JO* du 26 septembre 2012)

Agence pour l'enseignement français à l'étranger

Arrêté du 22 août 2012 relatif aux conditions d'application à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat (*JO* du 5 septembre 2012).

Arrêté du 27 août 2012 modifiant l'arrêté du 5 février 2008 pris en application du décret n° 2002-22 du 4 janvier 2002 relatif à la situation administrative et financière des personnels des établissements d'enseignement français à l'étranger (*JO* du 30 août 2012).

Arrêté du 27 août 2012 modifiant l'arrêté du 5 février 2008 pris en application du décret n° 2002-22 du 4 janvier 2002 relatif à la situation administrative et financière des personnels des établissements d'enseignement français à l'étranger (rectificatif) (*JO* du 8 septembre 2012).